



Les entreprises du CAC 40 réticentes à investir

DANIÈLE GUINOT

POUR les grands groupes du CAC 40, la crise n'est plus qu'un lointain souvenir. La plupart d'entre eux ont renoué avec leurs niveaux de rentabilité de 2007 (82 milliards d'euros de bénéfices en 2010, en hausse de 74,1 %) et reconstitué leurs marges. Les « stars » de la cote se sont aussi désendettées. « La dette nette a baissé de 36 milliards d'euros de-

puis 2008 et les fonds propres atteignent leur niveau le plus élevé depuis cinq ans », note Jean-Charles de Lasteyrie, directeur général de Ricol Lasteyrie. L'inconvénient est que « ce résultat a été obtenu par une gestion relativement conservatrice marquée par la faiblesse des investissements (+5 %) et des opérations de croissance externe », regrette-t-il. Paradoxalement, alors qu'elles disposent d'une trésorerie abondante, les

entreprises continuent à jouer la prudence. Et les opérations de fusion-acquisition tardent à se concrétiser, alors que les valorisations des sociétés ont fondu.

L'an dernier, les actionnaires et l'État ont été les principaux bénéficiaires de l'embellie. « Ils ont été privilégiés par rapport aux salariés, avec une hausse de l'impôt sur les bénéfices (+50 %) et des dividendes (+12 %) plus forte que celle des charges de personnel

(+7 %) », explique Sonia Bonnet-Bernard, associée-gérante de Ricol Lasteyrie. A contrario, sur cinq ans, les charges de personnel progressent plus vite (+18 %) que les dividendes (+2,5 %). En Bourse, la santé retrouvée des ténors du CAC 40 n'est pas toujours valorisée. « Désormais, les capitalisations boursières sont beaucoup plus proches du montant des fonds propres, généralement considéré comme un prix à la casse. » ■